

matières brutes ainsi que les marchandises fabriquées ont tous connu une baisse. Par contre, il y a eu une augmentation brusque pour le pétrole brut à cause de contraintes au niveau de la production nationale. Tous ces facteurs ont mené, à la fin de l'exercice, à une augmentation des réserves de devises qui ont atteint 23 milliards de dollars (soit une hausse de 6 milliards).

Dans l'Étude, on mentionne aussi que la dette extérieure de l'Inde a diminué au cours de l'exercice 1995-1996 pour atteindre 92,2 milliards de dollars (en baisse de 6,8 milliards de dollars). Cela a entraîné une diminution du ratio du service de la dette qui atteint 28,7 p. 100. La part de la dette à court terme n'était que de 5,5 p. 100, ce qui est faible selon les critères internationaux. On estime que les paiements au titre du service de la dette, en pourcentage des rentrées courantes, ont diminué davantage en 1996-1997. Le ralentissement de l'inflation des prix de gros observé l'année dernière a cessé et l'inflation recommence à monter lentement.

En ce qui a trait aux faits nouveaux sur le plan fiscal, le gouvernement a réussi à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé en matière de déficit financier pour 1996-1997, soit 5 p. 100 du PIB. Ce résultat a été atteint à cause du ralentissement de la croissance des dépenses en atténuation de recettes, du report de la mise en oeuvre des recommandations de la cinquième commission de la rémunération (Fifth Pay Commission), d'économies au niveau des versements d'intérêts et d'augmentations dans les recettes. Toutefois, le déficit consolidé du secteur public n'a pas changé : au total, il s'établit toujours à 9,5 p. 100 du PIB. Les tentatives positives de redressement fiscal du gouvernement de l'Union ont été freinées par le manque de progrès, au niveau des États, en vue d'appliquer une meilleure gestion financière et par l'appui continu, sous forme de transfert de fonds, à des entreprises d'État déficitaires. Ce déficit important continue de grossir la dette publique et de rendre difficile le passage à un système de financement axé sur le marché, dans les circonstances actuelles. La privatisation des entreprises du secteur public (ESP) constituera une étape importante en vue de corriger cette situation.

Les perspectives pour soutenir et accélérer la croissance économique reposent sur certaines

conditions. Le maintien de l'engagement à appliquer une gestion fiscale raisonnable et l'accélération des réformes demeurent d'une importance critique. Dans une large mesure, cela dépendra du climat politique et de l'efficacité du fonctionnement du fédéralisme coopératif. La réduction du déficit consolidé de l'État constitue une priorité. Cela est essentiel si l'on veut libérer des ressources pour l'investissement, contenir les besoins d'emprunts nets, réduire les paiements d'intérêts, faciliter les progrès du marché de la dette, réduire les risques liés aux emprunts extérieurs et accélérer davantage le processus de réforme. Les déclarations courantes en matière de politique devraient nous amener à continuer d'être confiants et optimistes, mais la mesure dans laquelle cela pourra être atteint dépendra, à court terme, de l'incidence des réformes sur l'administration, sur les administrations publiques au niveau des États et au niveau local et sur la mentalité générale des intervenants dans l'économie.

APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le programme de libéralisation économique du gouvernement indien, amorcé en 1991, a entraîné des changements très importants dans le secteur financier indien. Voici les grandes réformes des marchés financiers : permission accordée aux entreprises indiennes de vendre des actions et de contracter des dettes à l'étranger; permission accordée aux sociétés de placement étrangères d'acheter des actions d'entreprises indiennes dans les places boursières du pays; levée des restrictions sur le prix de vente des actions vendues par des entreprises indiennes; établissement d'un organisme de réglementation du marché financier, la Securities Exchange Board of India (SEBI), etc.

La roupie indienne est entièrement convertible pour le compte commercial et presque entièrement convertible pour le compte de capital. De plus, la plupart des restrictions relatives au rapatriement des bénéfices par les sociétés internationales, au paiement d'honoraires de consultation et d'autres honoraires aux entreprises étrangères par des entreprises indiennes, etc., ont été abolies. D'autres changements sont à l'étude.

Les droits tarifaires à l'importation maximum, qui atteignaient 300 p. 100 avant 1991, ont été progressivement ramenés au niveau actuel de

40 p. 100 (un taux qui est encore élevé). De plus, l'éventail des biens et services pouvant être importés librement a été élargi considérablement, mais il demeure limité.

Les réserves de devises ont atteint 23 milliards de dollars américains. L'Inde est un des rares pays qui ait réussi à réduire sa dette en 1996. De plus, un tiers de cette dette a été consenti à des taux de concession et, depuis 1991, la dette à court terme a été réduite des deux tiers. L'investissement étranger direct a atteint 235 milliards de dollars américains en 1996, permettant l'accès à la technologie étrangère et, dans certains cas, l'accès potentiel à des marchés étrangers.

L'amélioration du rendement des entreprises du secteur public et, dans certains cas, la vente d'intérêts pouvant atteindre 49 p. 100 du capital actions de certaines ESP à des investisseurs privés, constituent une caractéristique fondamentale de la réforme économique. Le pays compte plus de mille entreprises publiques dont 245 (à l'exclusion de certaines institutions financières) appartiennent au gouvernement central (huit dans le secteur de la construction, 72 dans les services et 165 dans la fabrication) et 700 aux États. Certaines des entreprises qui enregistrent les pertes les plus lourdes sont des monopoles oeuvrant dans le noyau central des entreprises de l'État comme les mines, les engrais, les lignes aériennes intérieures et les chantiers maritimes. Les candidats à la privatisation se regroupent dans les secteurs suivants : lignes aériennes, aluminium, ciment, acier, charbon, construction, électronique, assurance, pétrole et pétrochimie et télécommunications. Peu de progrès ont été accomplis jusqu'à ce jour dans ce domaine.

Traditionnellement, le gouvernement gère les prix d'un vaste éventail de produits, notamment de nombreux produits agricoles, des engrais, de l'acier, des combustibles et de l'énergie. Des prix planchers et des prix aux producteurs sont aussi fixés chaque année pour les céréales, les légumineuses à grain, les oléagineux, la canne à sucre, le coton, le jute et le tabac. Le maintien de ces subventions fait actuellement l'objet de discussions générales.

Comme c'est le cas dans bien des pays en développement, la fiscalité indienne est fortement axée sur les taxes au commerce international (droits de douane) et sur la production intérieure (droits

d'accise). Toutefois, des mesures sont mises en oeuvre pour accroître les recettes provenant d'autres sources, notamment un impôt minimum sur le revenu des sociétés et un impôt sur le revenu des particuliers.

Étant donné que, du côté des infrastructures, les besoins en capitaux sont énormes, on se demande sérieusement si le pays est réellement en mesure de financer les ambitieux projets qu'il envisage dans le secteur de l'électricité et dans celui des transports. L'entreprise privée peut maintenant jouer un rôle dans le secteur de l'électricité, mais on ne sait pas très bien si ces projets peuvent être financés sans certaines formes de garantie financière du gouvernement central, étant donné que les commissions d'électricité des États, qui distribuent l'électricité, sont à toutes fins pratiques en faillite. L'ouverture éventuelle (mais encore incertaine et politiquement sensible) du secteur de l'assurance à une participation du secteur privé devrait mobiliser l'épargne pour investissement dans l'infrastructure.

En résumé, le processus de libéralisation économique a amélioré considérablement le contexte financier des entreprises internationales qui exercent des activités en Inde.

APERÇU DU MONDE DES AFFAIRES

L'Inde — Une ère nouvelle!

L'Inde est une des plus grandes économies du monde. Elle abrite un grand marché de consommation en croissance rapide; en effet, quelque 300 millions de ses citoyens forment un marché en expansion rapide pour les biens de consommation. La demande de produits de consommation progresse à un rythme annuel supérieur à 12 p. 100. Un des plus grands pays industrialisés du monde, l'Inde joue un rôle très actif dans presque tous les segments de la fabrication. Voici certains des points forts de l'Inde :

- une main-d'oeuvre hautement qualifiée et souple, disponible à des salaires très concurrentiels selon les normes mondiales;
- un grand réservoir de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens et de gestionnaires;
- une vaste base de ressources minérales et agricoles;

